

COMMUNIQUE DE PRESSE

N°01/10/CdC-RN/2026

Gouvernance de la riposte contre Ebola en Ituri : une étude révèle l'ampleur de la corruption et de l'impunité

CdC-RN publie les résultats d'une étude inédite menée de mai à septembre 2026 auprès de 53 acteurs de première ligne de la riposte contre Ebola dans trois zones de santé de l'Ituri (Bunia, Rwampara et Mongbwalu). Cette recherche documente, pour la première fois avec des données empiriques et des tests statistiques (χ^2), les défaillances de gouvernance qui ont miné l'efficacité de la riposte dans une province ayant enregistré plus de 3 500 décès liés au virus Ebola.

Principaux constats

- 71,7 % des acteurs interrogés ont directement observé des pratiques de corruption (travailleurs fantômes, népotisme, détournement de médicaments, surfacturation).
- 86,8 % déclarent qu'aucune sanction n'a été appliquée contre les auteurs de ces pratiques, révélant une impunité quasi totale.
- Un écart salarial moyen de 186 USD entre la rémunération convenue (553 USD) et celle effectivement reçue (368 USD) par les agents de première ligne.
- 52,8 % des répondants ont signalé des incidents de sécurité dans les Centres de Traitement Ebola (CTE), atteignant 100 % à Mongbwalu.
- Plus de 162 millions USD annoncés par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), mais une opacité financière persistante selon 28,3 % des acteurs.

Disparités entre zones de santé

L'analyse statistique (χ^2) révèle des disparités significatives entre les trois zones : Bunia se distingue par une corruption institutionnelle (93,3 %), Rwampara combine corruption (80,8 %) et insécurité, tandis que Mongbwalu affiche un taux plus faible de corruption (25 %) mais une insécurité totale (100 % d'incidents) et des retards de paiement massifs (91,7 %). Quatre des six tests χ^2 réalisés sont statistiquement significatifs ($p < 0,05$).

Recommandations

L'étude formule des recommandations concrètes adressées au Gouvernement de la RDC et aux partenaires internationaux : instaurer le paiement numérique (mobile money) des agents de riposte, afficher publiquement les budgets alloués dans chaque zone de santé, mandater des audits indépendants par l'Inspection Générale des Finances (IGF), adopter une loi de protection des lanceurs d'alerte, et appliquer des sanctions judiciaires effectives contre les auteurs de malversations.

CdC-RN appelle l'ensemble des parties prenantes : gouvernement, société civile, partenaires techniques et financiers à agir immédiatement pour restaurer la confiance des communautés dans les dispositifs de riposte sanitaire et garantir que chaque dollar investi atteigne les bénéficiaires sur le terrain.

Pour le CdC/RN
Dieudonné Kasonia,
Secrétaire Permanent
Contact : +243 813014336
Email : dieudonne.kasonia@cdcrn.org

PRESS RELEASE

N°01/10/CdC-RN/2026

Governance of the Ebola Response in Ituri: A Study Reveals the Scale of Corruption and Impunity

CdC-RN publishes the results of a groundbreaking study conducted from May to September 2026 among 53 frontline responders in three health zones of Ituri Province (Bunia, Rwampara, and Mongbwalu). This research documents, for the first time with empirical data and statistical tests (Chi²), the governance failures that undermined the effectiveness of the Ebola response in a province that recorded over 3,500 Ebola-related deaths.

Key Findings

- 71.7% of respondents directly witnessed corruption practices (ghost workers, nepotism, medication diversion, overbilling).
- 86.8% reported that no sanctions were applied against perpetrators, revealing near-total impunity.
- An average salary gap of USD 186 between the agreed compensation (USD 553) and the amount actually received (USD 368) by frontline agents.
- 52.8% of respondents reported security incidents at Ebola Treatment Centers (ETCs), reaching 100% in Mongbwalu.
- Over USD 162 million announced by Technical and Financial Partners (TFPs), yet persistent financial opacity reported by 28.3% of actors.

Disparities Across Health Zones

Statistical analysis (Chi²) reveals significant disparities across the three zones: Bunia stands out for institutional corruption (93.3%), Rwampara combines corruption (80.8%) with insecurity, while Mongbwalu shows a lower corruption rate (25%) but total insecurity (100% of incidents) and massive payment delays (91.7%). Four of the six Chi² tests performed are statistically significant ($p < 0.05$).

Recommendations

The study puts forward concrete recommendations addressed to the Government of the DRC and international partners: implement digital payments (mobile money) for response agents, publicly display budgets allocated to each health zone, mandate independent audits by the Inspectorate General of Finance (IGF), adopt a whistleblower protection law, and apply effective judicial sanctions against perpetrators of financial malpractice.

CdC-RN calls upon all stakeholders: government, civil society, technical and financial partners — to act immediately to restore community trust in health response mechanisms and ensure that every dollar invested reaches beneficiaries on the ground.

For le CdC/RN
Dieudonné Kasonia,
Secrétaire Permanent
Contact : +243 813014336
Email : dieudonne.kasonia@cdcrn.org